

Les conditions d'accueil des flux migratoires dans la doctrine européenne et en Espagne en période de crise

A cause de la récession, le débat sur l'immigration conduit en Europe à la prise de positions maximalistes. Dans le dessein de faire une analyse objective de la question, nous nous trouvons en face, d'un côté de ceux qui défendent une société ouverte, pluraliste et solidaire à l'égard des immigrés laminés par la persistance de la crise ; et d'un autre côté, une position restrictive prônée par les partisans de fermer les frontières devant les immigrés, y compris l'interdiction d'accès aux ser-

La liberté d'émigrer (se déplacer) ne conduit pas toujours à l'accueil de personnes indésirables. Au contraire, suite à l'effondrement de secteurs employant une main d'œuvre nombreuse, une politique de « discrimination positive » appliquée par les entreprises favorisera la promotion des immigrés qualifiés. Pour le travailleur étranger, l'idée d'émigrer se justifie par les opportunités qu'offre un marché du travail, l'efficacité salariale et les meilleures structures de promotion sociale et professionnelle.

vices publics et l'option de les expulser carrément de leur territoire national. Comme en Europe, plus particulièrement l'espace de l'Union Européenne (UE), le débat sur l'immigration paraît chaque fois de bas profil, pauvre et sans fondement dans la mesure où les positions et discours politiques sont bipolarisés. Dans les deux situations, nous assistons à un ressassement de raisonnements qui s'écartent, en fin de compte, de toute réflexion réaliste et pragmatique sur le phénomène de l'immigration. Cette divergence d'opinion se justifie par l'absence d'alternative au pays d'accueil au moment où l'immigré s'efforce par tous les moyens à bannir de son projet migratoire l'option du retour (volontaire ou forcé) dans son pays. Ce postulat a en outre été signalé, en 2005, par la Commission Européenne dans son « Agenda pour une position commune d'immigration ».

Sept ans plus tard, la même commission détermine dans une communication, diffusée le 18 novembre 2011, les contours de la nouvelle « Approche globale de la question des migrations et de la mobilité » (AGMM) dans laquelle elle note que « la prise en compte des migrations dites environnementales, notamment par le recours à des stratégies d'adaptation aux effets préjudiciables des changements climatiques, doit être considérée comme une composante intrinsèque de l'approche globale ». Dans ce sens, nous retenons les recommandations proposées, selon lesquelles « L'AGMM devrait être fondée sur quatre piliers d'importance égale :

- * l'organisation et la facilitation de l'immigration légale et de la mobilité;
- * la prévention et la réduction de l'immigration clandestine et de la traite des êtres humains;
- * la promotion de la protection internatio-

nale et le renforcement de la dimension extérieure de la politique d'asile;

* la maximisation de l'impact des migrations et de la mobilité sur le développement.

L'AGMM devrait être centrée sur les migrants, lit-on dans la communication. Elle devrait être fondée sur le principe selon lequel les migrants sont au cœur de l'analyse et de toute action et doivent être mis en mesure d'accéder à une mobilité sûre. Les droits humains des migrants

sont une question transversale, qui concerne les quatre piliers de l'AGMM. Celle-ci devrait conduire à un renforcement du respect des droits fondamentaux et des droits humains des migrants, que ce soit dans les pays d'origine, transit ou de destination.

Dans les pays qui ont connu tardivement l'arrivée de grandes vagues d'immigrés, telle l'Espagne, le débat était centré sur une politique permissive, défendue par les courants politiques et sociaux progressistes, et une autre restrictive appuyée par le Parti Populaire, les courants sociaux conservateurs, les néo-nazis et l'extrême droite.

Convenance pour des raisons économiques, sociales et culturelles d'un grand flux d'immigrés des pays en développement vers l'Espagne :

L'Espagne, qui a été durant des décennies un pays d'émigrants, est devenue une période très courte depuis son adhésion à l'UE en 1985, la destination favorite d'une forte immigration économique. Le cycle de prospérité qu'a connue, de 1990 jusqu'à 2007, était déterminant dans l'expansion de nombreux secteurs.

Prenant en considération la demande du marché du travail, la main d'œuvre étrangère sera nécessaire pour faire fonctionner la machine de production et pour les niches professionnelles de manière que l'immigration était contemplée comme un phénomène inéluctable et positif. Les facteurs d'attraction de son marché ont encouragé l'arrivée d'immigrés provenant d'Afrique et d'Amérique Latine. Compte-tenu de la proximité géographique, les bas coûts de transport entre les deux rives du Détroit de Gibraltar et la recherche de nouvelles opportunités de travail, le pays a accueilli, dans une

première phase, les travailleurs provenant du Maghreb particulièrement du nord du Maroc. Par la suite, au milieu des années 90, le pays commençait à accueillir des latino-américains comme force de travail alternative pour limiter la forte présence de marocains dans des secteurs nécessitant une main d'œuvre nombreuse, tels le bâtiment, l'agriculture et l'hôtellerie (restaurant business).

A ce titre, il est utile de citer l'Institut Espagnol de la Statistique qui signale, dans des données rendues publiques en juin 2013, que l'âge moyen de maternité en Espagne en 2012 s'est situé à 32,1 ans pour les mères espagnoles et 28,9 ans pour les étrangères. Le nombre moyen d'enfant par femme en âge de procréation est de 1,26 enfant pour les espagnoles et 1,54 enfant pour les étrangères. La convenance empirique démontre que l'immigration est un actif économique (economic asset) et que les immigrés paient plus d'impôts en comparaison avec les biens publics reçus, comme le note l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) dans une étude intitulée « Tendances des migrations internationales 1997 - Système d'observation permanente des migrations ».

Le débat traite aussi de la convenance permissive pour des raisons sociales et culturelles, du grand flux d'immigrés vers l'Espagne. Dans ce cadre, il est notable de relever qu'au début de la décennie 90, les premières grandes vagues d'immigrés d'Amérique Latine, étaient la conséquence de la grande expansion de l'économie et la communauté d'intérêt. Les liens culturels, constitués fondamentalement de la langue et la religion, avaient facilité la communication avec la société d'accueil et la rapide intégration des immigrés latino-américains. Pour des raisons d'ordre historique, le Maroc se considère aussi comme un légitime héritier du patrimoine d'Andalous, terme retenu pour désigner les territoires formant l'empire berbéro-arabe dans la péninsule ibérique jusqu'à 1492. Les morisques, expulsés au début du 16^e siècle par les Rois Catholiques, s'étaient dirigés au Maroc où ils avaient implanté les activités qu'ils exerçaient jadis dans leur foyer. D'autant plus, une bonne partie de la communauté marocaine, installée actuellement en Espagne, provient du nord du Maroc, zone qui était placée sous protectorat espagnol durant plus de quarante ans (1912-1956).

Outre le facteur historique, la proximité de la péninsule ibérique, le facile accès aux chaînes de télévision et stations-radio d'Espagne ainsi que les échanges quotidiens entre les populations flottantes des zones frontalières et celles de Sebta et Melilla contribuent au rapprochement entre la société marocaine et espagnole. Cet élément rejoint l'hypothèse développée dans une récente étude de Jason

Gagnon et David Khoudour-Castéras, intitulée « Relever les défis de la politique de migration. Règlement, de l'Intégration, Développement » (Centre de développement de l'OCDE et l'Institut pour l'étude des migrations internationales (ISIM), Université de Georgetown à Washington, DC, le 17 Novembre 2011). L'espagnol, autre élément de coexistence, est enseigné dans les lycées et universités et adopté comme un canal de communication entre ces populations qui survivent grâce aux échanges commerciaux et forment une immigration circulaire. Il s'agit là des effets d'un facteur qui sont largement analysés dans la théorie de l'immigration et travaux de recherches, telle l'étude élaborée « Effets des migrations sur les pays d'origine: Que savons-nous? » élaborée par Katseli, Lucas, et Xenogiani pour le

Le développement des réseaux migratoires, le regroupement familial et la souplesse de la législation régissant le marché du travail sont des facteurs qui créent une forte attraction pour la main d'œuvre peu qualifiée et sans qualification. Le rêve de tout travailleur étranger est de tenter sa chance dans un pays, qui est sur le point d'appliquer une politique sélective de main d'œuvre. Pour le moment, la demande en Europe d'une migration de relève (ou de remplacement) pour assurer l'équilibre démographique et un taux de croissance économique viable, se justifie particulièrement par le vieillissement et le bas taux de natalité de la population autochtone.

compte de l'OCDE.

Grâce à leur contribution au fonctionnement de l'économie, au paiement d'impôts, aux cotisations à la Sécurité Sociales, à la consommation de produits de fabrication locale, la population immigrante en général se considère comme un levier de l'activité économique et de l'équilibre des finances publiques. Par leur force de travail, ils représentent un capital humain profitant, à un coût plus bas, à la productivité et à la compétitivité de la « Marque Espagne ».

De cette manière, il est logique qu'aucun principe de théorie économique ni principe éthique ne tolèrent l'exclusion de l'immigré de la consommation de biens publics en dépit des politiques de restructuration budgétaire.

Cette prémisses a été signalée dans un document de travail qui a été examiné lors de la réunion de la commission de la citoyenneté, de la gouvernance, des affaires institutionnelles et extérieures, le 18 octobre 2011, de la Commission Européenne sur le thème « Nouvel agenda européen pour l'intégration ».

Tendances d'ordre politique et moral qui encouragent les flux migratoires :

Pour des chercheurs progressistes, l'immigration est un droit universel qui apporte au pays d'accueil une valeur ajoutée et qui contribue finalement au maintien du

rythme d'expansion de son économie et du bien-être de la société. L'Espagne demeure un exemple à citer eu égard aux manifestations d'ordre officiel qui reconnaissent l'apport de l'immigration au plan démographique par l'augmentation des naissances. De ce fait, les partis politiques qui se sont succédés au pouvoir depuis le déclenchement de la crise en 2007 (les socialistes d'abord et les conservateurs ensuite) se sont immédiatement rendus compte des dangers de l'application d'une politique restrictive pour l'intégration des immigrés ou l'interdiction de l'immigration sous ses multiples formes. Certes, le concept de l'intégration devient effectif à partir de la troisième génération. Les enfants des immigrés (les musulmans par exemple) éduqués dans un pays d'accueil en Europe sur le respect de ses

valeurs, ses coutumes et sa culture sont des citoyens occidentaux de plein droit. Bien qu'ils soient en situation irrégulière dans certains cas, comme en Espagne, les sans-papiers travaillent dignement dans l'économie souterraine. En période de crise, il serait difficile d'admettre dans un Etat de droit d'exclure ces travailleurs de l'accès à certains services (santé et éducation par exemple) et du droit de vote alors qu'ils contribuent en même temps à la création de richesses, à la croissance économique et à l'amélioration du bien-être social. Contrairement à la politique restrictive adoptée par le gouvernement conservateur d'Espagne et la privation des sans-papiers de l'assistance sanitaire gratuite et de certaines aides sociales, l'immigré (y compris les sans-papiers) contribue au financement de biens et services que consomme toute la communauté, dont les couches sociales autochtones sans ressources. C'est la raison pour laquelle, l'Espagne tente constamment d'améliorer son arsenal juridique pour l'adaptation à l'évolution des tendances migratoires pour garantir une meilleure communication entre autochtones et étrangers, y compris en périodes de vaches maigres. L'Europe, dont l'Espagne, a pris conscience de l'échec de la « ghettoïsation » des immigrés même en période de crise.

DMC à Madrid,
Mohamed Boundi